



# COMMUNIQUÉ

FÉDÉRATION NATIONALE DES SALARIÉS DU SECTEUR DES ACTIVITÉS POSTALES ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS CGT

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex Tél. 01 48 18 54 00 • Fax 01 48 59 25 22 • www.cgt-fapt.fr • fede@cgt-fapt.fr

Montreuil, le 8 juillet 2013

## Plus que d'un changement de PDG, La Poste et les postiers ont besoin d'un changement de politique!

Jean Paul Bailly, PDG du groupe La Poste a confirmé son départ prochain.

Son successeur devra sans attendre entreprendre un changement radical de stratégie eu égard à la situation sociale de l'entreprise et aux missions de service public qui lui sont conférées. Les postières et les postiers doivent être au centre de la stratégie visant un développement du service public postal au service des populations.

Pour la CGT, il conviendra de commencer par faire un bilan contradictoire du plan précédent afin d'évaluer l'efficacité des politiques menées.

Depuis de nombreuses années, les postières et les postiers connaissent les suppressions massives d'emplois, la modération salariale, les réorganisations incessantes des conditions de travail dégradées, pour un service rendu aux usagers toujours plus faible. Il y a en effet de quoi remettre en cause la totalité des axes de travail.

Le projet stratégique pour 2013/2018 est quant à lui affligeant de par son manque de vision et de contenu.

Il se situe toujours sur la même logique de baisse de la masse salariale, annonçant «le non remplacement de tous les départs et la modération salariale», la vente du patrimoine à hauteur de 860 millions d'euros, une très forte hausse du prix du timbre de + 24 % et la baisse systématique des charges.

De plus, ce projet stratégique est définitivement plombé par le désengagement financier de l'Etat pour les missions de service public de La Poste.

Ce désengagement est confirmé par la signature récente du «contrat d'entreprise» et par la loi de finance 2014 qui va réduire encore de 50 millions d'euros le financement des missions de service public dévolues à La Poste et de 32 millions d'euros au titre de la compensation par l'Etat du moratoire sur les tarifs postaux de presse.

Le PDG actuel a décidé pour les 5 années à venir d'accompagner les choix d'austérité qui vont entraîner une dégradation sans précédent des missions de service public postal, qui vont également entraîner encore des milliers de suppressions d'emplois et de fait une dégradation des conditions de vie et de travail des postiers.

Il ne suffit pas de citer les postiers pour les associer, mais il faut savoir entendre ce qu'ils ont à dire au travers de ce qu'ils expriment ainsi qu'au travers de leurs organisations syndicales et en particulier la première d'entre-elles La CGT.

Le projet stratégique 2013/2018 présenté au CA du 4 juillet 2013, élaboré par l'actuel PDG ne peut en aucun cas être suivi d'effet par son successeur.

Un nouveau plan stratégique doit être discuté. Il doit répondre aux besoins et attentes des postiers, pour que ces derniers aient les moyens tant humains que matériels, pour pouvoir assurer, ainsi un véritable service public postal de qualité à l'ensemble de la population et ce, sur l'ensemble du territoire.

La CGT considère que viser la santé économique du groupe et faire de La Poste une entreprise où le bien être au travail est réel, sont des objectifs atteignables. Cela passe par un renforcement des missions publiques et de la qualité du service rendu à la population basée sur la proximité par le maintien et le développement de l'emploi fixe et à temps plein, par des recrutements immédiats et notamment celui de tous les salariés en situation de précarité, la reconnaissance des qualifications et des formations.

Aucune organisation syndicale ne peut rester sans réagir. L'heure est au rassemblement dans les semaines à venir si nous voulons jouer pleinement notre rôle de défense des intérêts des postières et postiers et du service public et gagner de nouvelles avancées sociales pour tous.

C'est l'appel que lance la CGT.